

25TH RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE

RÉSUMÉ 30 ET 31 MAI 2023 RÉUNION VIRTUELLE

Objectifs

- Discuter et approuver le programme de travail 2023-2026 PMCED
- Présenter les progrès, les défis et les prochaines étapes de l'exercice de suivi
- Présenter et approuver les initiatives thématiques menées par les membres
- Convenir d'activités et d'étapes clés pour le plaidoyer et la sensibilisation
- Avancer sur une stratégie de ressources pour le PMCED

Contacts de l'équipe commune de soutien

Thomas Boehler, e-mail : Thomas.Boehler@oecd.org, Tel : +33 1 45 24 87 75

Yumna Rathore, e-mail : Yumna.Rathore@undp.org, Tél : +1 201 774 8344

Pour les documents de référence et les présentations de cette réunion, veuillez consulter [cette page](#) et pour la liste des membres du comité de pilotage, veuillez consulter [cette page](#).



Décisions et actions qui en découlent

Le comité de pilotage :

- ✓ **A accueilli deux nouveaux membres : UN Global Compact** représentant le secteur privé (en remplacement de la Chambre de commerce internationale) et l'**Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC)** représentant les parlements (en remplacement de l'Union interparlementaire).

[Programme de travail du PMCED 2023-2026]

- ✓ **s'est félicité du nouveau programme de travail** et l'a **approuvé**, exprimant un soutien retentissant, en particulier pour l'accent mis sur les actions de contrôle et de suivi menées par les pays.
- ✓ **Il s'est engagé à diriger sa mise en œuvre conformément au nouveau mandat** adopté lors du sommet sur l'efficacité de 2022 ("approche dirigée par les membres").
- ✓ **Partager des plans concrets pour rendre le programme de travail opérationnel**, y compris par des actions spécifiques dans le nouveau plan d'action du programme de travail, ainsi que par un soutien financier et en nature.
- ✓ **Il a été convenu d'organiser un "comité de ressources"** avant les vacances d'été afin de discuter de la manière d'assurer des ressources stables au PMCED pour mettre en œuvre le programme de travail.

[Exercice de suivi]

- ✓ **Apprécié les progrès réalisés dans le déploiement du cycle de suivi 4th**, avec 35 pays qui ont déjà officiellement confirmé leur participation à l'exercice de suivi (d'ici la fin mai 2023).
- ✓ **Ont accepté de continuer à soutenir la mise en œuvre de l'exercice de suivi** en sensibilisant, en partageant les leçons, en promouvant les meilleures pratiques, ainsi qu'en mobilisant leurs groupes d'intérêt et les parties prenantes pour s'assurer que le suivi génère un changement de comportement.

[Initiatives thématiques]

- ✓ **A approuvé cinq initiatives thématiques à inclure dans le programme de travail 2023-2026:** Data Matters, Enabling Civil Society, Private Sector Engagement, Enhancing Subnational Data to Localize the SDGs et South-South Co-operation.
- ✓ **Encouragé les responsables et les membres à utiliser les initiatives pour démontrer les avantages de l'efficacité du développement dans l'ensemble des communautés politiques**, à se coordonner entre eux et à mobiliser les parties prenantes pour qu'elles s'engagent.
- ✓ **Les membres ont été encouragés à lancer d'autres initiatives en collaboration avec différentes parties prenantes.**

[Plaidoyer et sensibilisation]

- ✓ **Accueille favorablement le plan de défense et de sensibilisation du PMCED**, y compris les messages de base sur le PMCED.
- ✓ **Ils se réjouissent à l'idée de promouvoir une coopération efficace en matière de développement** au sein de leurs circonscriptions et au-delà, en participant à des événements stratégiques et à d'autres activités de sensibilisation et d'information.

Résumés des sessions

Ouverture

- ✓ **S.E. Mme Suminwa Tuluka**, ministre du Plan (RD Congo), a souhaité la bienvenue aux membres et a souligné l'importance d'un partenariat efficace pour accélérer la réalisation des ODD à mi-parcours de l'Agenda 2030. La ministre a souligné la priorité de soutenir et d'institutionnaliser le nouvel exercice de suivi dans le cadre des processus nationaux et a noté que les pays partenaires ont besoin pour cela du soutien des partenaires de développement et du système des Nations unies.
- ✓ **S.E. M. Suharso Monoarfa**, ministre de la planification du développement national (Indonésie), a remercié les membres pour leur participation active à l'élaboration du nouveau programme de travail et a souligné l'importance de l'utiliser pour mieux comprendre les défis et favoriser le dialogue et l'apprentissage systémique, notamment au niveau national. Le ministre a souligné l'accent mis par l'Indonésie sur la coopération Sud-Sud et le partenariat multipartite, y compris l'engagement du secteur privé, et a assuré que l'Indonésie continuerait à souligner l'importance d'une coopération efficace en matière de développement dans les forums mondiaux.
- ✓ **Mme Marie Ottosson**, directrice générale adjointe de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Suède), a souligné l'importance du leadership politique pour l'agenda de l'efficacité en cette période difficile. Mme Ottosson s'est engagée à collaborer avec les partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux afin de s'assurer qu'ils travaillent ensemble pour coordonner leur engagement et soutenir l'exercice de suivi dans les pays partenaires.
- ✓ **M. Vitalice Meja**, directeur exécutif de Reality of Aid Africa (coprésident non exécutif), a souligné le nouveau modèle de prestation convenu lors du sommet, en particulier la nouvelle approche dirigée par les membres, et a encouragé les membres à donner des orientations et à s'engager activement pour attirer l'attention de tous les acteurs sur le changement de politique et de comportement dans les pays. Il a accueilli et présenté deux nouveaux membres du comité directeur (voir ci-dessus).

Session I : Le nouveau suivi : Déploiement au niveau national

(Modéré par S.E. Judith Suminwa Tuluka, Ministre du Plan, RDC)

Discussion :

- Les membres ont été informés des progrès réalisés dans le déploiement mondial du suivi depuis le lancement du nouveau suivi lors du Sommet de Genève. Au 30 mai 2023, 35 pays ont officiellement confirmé leur participation au cycle de suivi 4th du PMCED, 19 d'entre eux commençant l'exercice en 2023. Parmi ces pays, 6 ont jusqu'à présent confirmé leur intention de procéder à l'évaluation des principes de Kampala (EPK), et 8 examinent actuellement le questionnaire adapté aux contextes fragiles et touchés par des conflits.
- Les membres ont été informés des ressources disponibles pour soutenir le déploiement du suivi, y compris le tableau de bord de suivi en ligne, les mises à jour régulières du suivi, ainsi que les orientations techniques et le matériel de communication. En outre, l'équipe de soutien conjointe s'engage avec les gouvernements des pays partenaires dans des sessions d'initiation individuelles et personnalisées sur l'exercice de suivi. Le système de développement des Nations unies au niveau national, y compris les bureaux de pays du PNUD et les bureaux des coordinateurs résidents des Nations unies, a également participé activement à cette phase initiale du suivi et a soutenu les pays partenaires pour s'assurer que l'exercice est bien synchronisé et/ou intégré dans les processus nationaux pertinents.
- Les membres ont été informés des progrès réalisés au niveau national dans la mise en œuvre du suivi grâce à des présentations de la RDC, de l'Égypte et du Népal.

- La RDC a indiqué qu'elle tiendrait sa réunion de lancement en juillet-août, parallèlement au dialogue national prévu sur le financement du développement. La RDC prévoit de réaliser le KPA et d'utiliser le questionnaire adapté sur la fragilité.
- Suite à la réunion de lancement du 10 avril 2023, le Népal dispose désormais d'une feuille de route nationale pour l'exercice de suivi. Le Népal utilisera l'exercice pour fournir des preuves à l'appui de l'amélioration de l'utilisation de l'aide sur le budget et sur le Trésor, du renforcement de l'AIMS, de l'amélioration de l'environnement favorable de la société civile, de la transition du Népal du statut de PMA à celui de PRI, de l'intégration des perspectives du secteur privé et du financement par l'intermédiaire de l'APK, et de l'établissement d'un cadre de financement national intégré (INFF).
- L'Égypte a partagé son expérience des cycles de suivi précédents, y compris des preuves sur les principaux résultats générés, ainsi que des leçons pour synchroniser ou intégrer l'exercice avec les processus nationaux pertinents. Suite à la réunion de lancement du 14 mai 2023, l'Égypte est en train de finaliser sa feuille de route nationale de suivi, d'identifier les points focaux des partenaires de développement, du secteur privé et de la société civile, ainsi que de planifier des ateliers de sensibilisation avec ses partenaires.

À retenir :

- Les membres du comité directeur ont félicité la RDC, l'Égypte et le Népal pour les progrès réalisés dans la conduite de l'exercice de suivi. Le nombre de pays confirmés jusqu'à présent a été jugé encourageant, tout comme le soutien actif de l'ensemble du Comité pour maintenir l'élan et veiller à ce que d'autres pays se joignent à l'exercice. Pour 2024 et 2025, la mobilisation d'un nombre critique de pays pour mener le suivi sera essentielle pour que le PMCED dispose d'une base de données mondiale solide pour informer le dialogue politique en 2026.
- Les membres ont estimé qu'il était essentiel de promouvoir la participation de plusieurs parties prenantes au suivi dans chaque pays. Les organes gouvernementaux, les partenaires de développement, le secteur privé, les syndicats, les organisations de la société civile et les autres acteurs du développement doivent tous s'engager de manière proactive au niveau national. Les coprésidents ont souligné l'importance de traduire les résultats du suivi en changements de comportement en veillant à ce que le processus soit inclusif, qu'il offre un espace de dialogue et une traction politique, et qu'il permette une action commune fondée sur des données probantes.
- Les membres étaient conscients de leur rôle crucial en tant que défenseurs de l'exercice et en tant que membres dirigeant l'exercice au niveau national ou participant à divers titres. Si le suivi est mené et ancré au niveau national, il est également de la responsabilité partagée de tous les membres, dans leurs rôles uniques et leurs sphères d'influence respectives, de s'engager dans la mise en œuvre de l'exercice et d'être prêts à prendre des mesures sur la base des résultats qui en ressortiront.
- L'AUDA-NEPAD a fait part de discussions préliminaires avec la Commission de l'UA sur la possibilité de fournir un financement de démarrage aux pays de la région africaine pour l'exercice de suivi ainsi que pour l'apprentissage par les pairs. La République de Corée et l'Indonésie ont fait part de leur intention d'organiser des sessions de formation en personne sur le suivi à l'intention des coordinateurs nationaux au cours du second semestre 2023. WINGS et CPDE ont tous deux souligné leur intention de fournir un soutien au renforcement des capacités de leurs membres au niveau national. Le PIFS s'est engagé à intégrer l'agenda de l'efficacité dans sa [stratégie 2050](#), en utilisant les preuves générées au niveau national par l'exercice de suivi. La Commission européenne a évoqué les efforts en cours pour travailler avec les homologues au niveau national afin d'assurer une participation active, le Canada appréciant également le leadership de la Suède pour aider à coordonner et à défendre l'engagement actif des membres du CAD dans l'exercice au niveau national.
- En conséquence, les coprésidents et tous les membres du comité de pilotage ont accepté de soutenir l'exercice de suivi en sensibilisant, en partageant les enseignements, en promouvant les

meilleures pratiques, ainsi qu'en mobilisant leurs groupes d'intérêt et les parties prenantes pour s'assurer que le suivi génère un changement de comportement.

Session II : Le programme de travail 2023-26 du PMCED : Exécuter et financer les trois activités principales ensemble

(Modéré par Mme Marie Ottosson, directrice générale adjointe de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement)

Discussion :

- Dans la première partie, les membres ont reçu un récapitulatif du processus de consultation sur le programme de travail, à la suite du Sommet 2022 sur la coopération efficace au développement ; des activités et résultats proposés pour le nouveau programme de travail et un plan d'action 2023-2024 ; et des propositions sur la façon de passer à un programme de travail davantage dirigé par les membres dans la pratique, conformément aux nouveaux [termes de](#) référence qui ont été convenus comme nouvelle méthode de travail lors du Sommet.
 - De nombreux membres ont salué le processus consultatif inclusif et la clarté du plan d'action bisannuel détaillant les responsabilités de chacun au sein du comité directeur et de l'équipe commune OCDE-PNUD.
 - Plusieurs membres ont apprécié les différentes options permettant aux parties prenantes de s'engager concrètement, en s'appuyant également sur les outils et instruments du dernier programme de travail.
 - La CSI a suggéré d'examiner la Déclaration du Sommet et ses engagements dans toute leur ampleur dans le cadre du programme de travail.
 - Les membres ont discuté de l'idée du CPDE de procéder à une évaluation légère du dernier programme de travail, en notant que de nombreuses réflexions issues de l'examen global du PMCED de 2021 ont été prises en compte dans le nouveau programme de travail.
 - Beaucoup ont souligné que l'exercice de suivi était essentiel, avec des liens directs avec des priorités telles que l'égalité des sexes, tout en déclarant qu'il était nécessaire de réfléchir à la manière de garantir que les engagements de Genève sur des questions telles que le changement climatique puissent être mieux intégrés dans le travail du PMCED à l'avenir.
- Dans la partie II, les membres ont discuté des ressources du nouveau programme de travail et de la manière d'élargir et de garantir les ressources pour les fonctions essentielles de l'ECS, les activités menées par les membres au niveau régional/mondial, au niveau national et les initiatives thématiques menées par les membres. Les membres ont indiqué une série d'activités de soutien.
 - La plupart des membres ont fait part de plans concrets pour rendre le programme de travail opérationnel, y compris au niveau national, en plus de la discussion de la session 1 (voir ci-dessus) :
 - Le CPDE, le Canada et la Commission européenne s'adresseront à leurs circonscriptions pour soutenir un dialogue politique inclusif et l'adoption du suivi. Le Canada a également suggéré de disposer d'une liste de partenaires actifs pour une sensibilisation ciblée. Le PIFS contribuera à relier le suivi aux systèmes existants de ses membres.
 - En termes de soutien financier et en nature (en plus de la discussion de la session 1) :
 - La Suède a annoncé une contribution équivalente à 30 millions de couronnes suédoises pour 2023-2024, qui sera répartie à parts égales entre l'OCDE et le PNUD au sein de l'équipe d'appui conjointe, afin de soutenir la mise en œuvre du programme de travail conformément à une répartition des tâches convenue (à mettre à jour en fonction du

nouveau programme de travail). La Commission européenne a indiqué qu'elle apporterait un soutien financier à l'équipe commune de soutien. La République de Corée a annoncé son intention d'accueillir en personne le Forum de Busan et la prochaine réunion du Comité directeur, éventuellement au cours de la première semaine de décembre 2023.

- La Suède a proposé de convoquer un comité de ressources avant l'été, au sein duquel les membres pourraient étudier différentes options et différents modèles de ressources et de mise en œuvre du nouveau programme de travail.
- L'AUDA-NEPAD, la République démocratique du Congo, le Canada, la Suisse et Reality of Aid Africa ont tous salué l'exploration de nouvelles approches en matière de financement. La Suisse a suggéré d'envisager une cotisation et d'encourager ceux qui ne font pas partie du CAD à financer le PMCED. Cependant, d'autres ont souligné que cela pourrait limiter la participation de certains groupes au PMCED. La Commission européenne a souligné que si les déficits de financement persistent, le nouveau programme de travail pourrait devoir être ajusté.

À retenir :

- Dans la première partie, les députés ont exprimé leur soutien sans réserve au nouveau programme de travail, en particulier à l'accent mis sur les actions de contrôle et de suivi menées par les pays, mais aussi aux actions de soutien visant à favoriser la sensibilisation politique, le changement de comportement et l'adoption.
- Dans la partie II, les membres ont reconnu la nécessité de veiller à ce que le programme de travail soit financé et porté par un large éventail de partisans, y compris par un soutien en nature, et les promesses faites témoignent de la vitalité et de l'énergie qui entourent la mise en œuvre du nouveau programme de travail. Elles témoignent également de l'effort considérable nécessaire pour concrétiser la vision d'une action axée sur les pays.

Session III : Améliorer les résultats en matière de développement à travers des priorités communes : Initiatives thématiques

(Modéré par S.E. M. Bogat Widyatmoko, vice-ministre des affaires politiques, du droit, de la défense et de la sécurité, ministère de la planification du développement national/BAPPENAS, Indonésie)

Discussion :

- Cinq initiatives thématiques ont été présentées, discutées et approuvées :
 - La Suisse dirige l'**initiative thématique "Data Matters"**. Cette initiative vise à utiliser les plateformes existantes et à apporter de l'efficacité à la communauté statistique pour discuter et promouvoir un soutien efficace aux systèmes statistiques dans les pays partenaires, y compris le réseau de Berne sur le financement des données pour le développement. L'initiative s'efforce d'identifier les possibilités de dialogue dans les pays sur les stratégies en matière de statistiques et de suivi des résultats afin de soutenir la connaissance et l'apprentissage par les pairs.
 - Le CPDE dirige l'initiative "**Permettre à la société civile**". Elle vise à garantir que les engagements pris à Genève sont respectés et que la société civile est pleinement impliquée dans le suivi afin de s'assurer que les preuves recueillies tiennent compte des contributions des OSC. L'initiative organisera des formations régionales et des dialogues sur l'environnement favorable aux OSC au niveau national.
 - Le CIPE et le Pacte mondial des Nations unies ont présenté l'initiative sur "**l'engagement du secteur privé**". Avec un réseau d'"amis des principes de Kampala", les anciens coprésidents du BLC, les représentants du secteur privé au sein du comité directeur, la Suède, l'Indonésie et d'autres pays utiliseront l'évaluation des principes de Kampala

(KPA) et la boîte à outils pour susciter un changement de politique efficace dans les pays. L'initiative contribuera à l'adoption de l'évaluation des principes de Kampala elle-même, notamment par le biais d'une sensibilisation à plusieurs niveaux. Elle offre la possibilité d'organiser des activités sur mesure en fonction de la demande des parties prenantes dans les pays qui effectuent l'évaluation des principes de Kampala, avec des ressources locales.

- L'ORU-FOGAR a présenté l'initiative "[Enhancing Subnational Data to Localize the SDGs](#)", qu'elle mène avec CGLU. Elle vise à contribuer à une plus grande efficacité des politiques et des programmes ciblant le développement territorial et urbain, ainsi qu'au renforcement des capacités des administrations locales et régionales dans les pays partenaires. Pour ce faire, elle soutiendra la notification de l'APD par les donateurs infranationaux sur une plateforme de données et renforcera les capacités par le biais de formations des organisations locales et régionales sur les principales tendances qui se dégagent des données.
- La Colombie a présenté l'initiative sur la "[Coopération Sud-Sud](#)" qu'elle codirige avec l'Indonésie. Elle vise à numériser et à promouvoir l'outil d'auto-évaluation de la coopération Sud-Sud, élaboré sous la direction de la Colombie dans le cadre du précédent programme de travail du PMCED. Un groupe de travail composé de champions régionaux mènera des actions de sensibilisation en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Un guide pratique sera élaboré pour faciliter l'utilisation de l'outil numérique.

À retenir :

- Les membres ont accueilli favorablement les cinq initiatives thématiques et ont estimé qu'elles étaient toutes intégralement liées au programme de travail 2023-2026.
- Les membres ont souligné la nécessité de veiller à ce que les synergies connexes soient pleinement explorées - en démontrant les avantages de l'efficacité du développement dans la pratique à travers les domaines thématiques et en discutant des questions avec toutes les communautés politiques concernées, évitant ainsi la duplication des efforts.
- Les membres ont accueilli favorablement l'idée d'une coordination entre les cinq initiatives et les coprésidents proposeront un moyen léger d'assurer la coordination et de faire régulièrement rapport au comité.
- Les coprésidents rappellent que toutes les initiatives doivent être menées par les membres et autofinancées. Les membres peuvent manifester leur intérêt pour l'une ou l'autre des initiatives au fil du temps et proposer de nouvelles initiatives à l'examen du comité lors des prochaines réunions. À cet égard, la République démocratique du Congo a fait part de son intérêt pour une réflexion sur les initiatives liées au changement climatique et à la recherche sur l'efficacité du développement.

Session IV : Le chemin à parcourir

(Modéré par M. Vitalice Meja, directeur exécutif de Reality of Aid Africa)

Discussion :

- Les membres ont souligné l'importance de s'engager dans une variété d'événements stratégiques.
 - Pour le reste de l'année 2023, il s'agit du forum politique de haut niveau, du sommet "Finance en commun", du sommet sur les objectifs de développement durable, de la réunion de haut niveau du CAD et du forum de Busan.

- Cette dernière sera organisée conjointement avec la 26^{ème} réunion du comité de pilotage du PMCED.
 - Pour 2024, les événements stratégiques comprennent le sommet indonésien sur les partenariats multipartites, la 4^{ème} conférence internationale des Petits États Insulaires en Développement (PEID) et la 3^{ème} conférence des Nations unies sur les pays en développement sans littoral.
 - En lien avec certains événements au niveau mondial, le PMCED a également la possibilité de participer à des événements préparatoires au niveau régional.
 - La République de Corée et l'Indonésie organiseront des formations sur l'exercice de suivi à l'intention des coordinateurs nationaux des pays participants (voir session 1).
- Au-delà des événements, les membres ont annoncé des plans de plaidoyer pour une coopération au développement efficace dans leurs circonscriptions. Dans ce contexte, il a été suggéré de partager une liste des membres des circonscriptions du PMCED. Plusieurs membres ont souligné l'importance du plaidoyer avec le secteur privé, notamment avec les acteurs locaux du monde des affaires. La défense des intérêts dans le contexte du G20 et du Partenariat pour un gouvernement ouvert a également été mentionnée. En outre, le développement et la diffusion de produits de plaidoyer ont été notés, y compris la diffusion de messages spécifiques aux pays sur l'exercice de suivi par les partenaires de développement. Plusieurs membres ont indiqué que c'était un thème central pour le plaidoyer du PMCED dans le contexte du CAD et au-delà.
 - En ce qui concerne le programme de travail, les membres ont rappelé quelques questions clés qu'ils souhaitent traiter en priorité, notamment : la nécessité d'un modèle de financement plus durable pour le PMCED; l'importance d'impliquer les parties prenantes non exécutives dans le suivi ; et une plus grande attention à la façon de passer à une approche plus factuelle et pratique pour mettre en pratique les principes de l'efficacité du développement au niveau national.

À retenir:

- Les membres du Comité directeur ont accueilli favorablement le plan de plaidoyer et de sensibilisation du PMCED, dont l'objectif est d'encourager la prise de conscience politique afin de provoquer un changement de comportement et l'adoption d'une coopération au développement efficace et d'un apprentissage systématique. Les membres utiliseront le message principal du PMCED, y compris un nouveau slogan et des hashtags, afin d'assurer à une communication cohérente sur le PMCED.
- Les membres se sont réjouis de pouvoir mener des actions de plaidoyer en faveur d'une coopération au développement efficace au sein de leurs circonscriptions et au-delà, en participant à des événements stratégiques, en publiant des produits de plaidoyer et en sensibilisant les membres de leurs circonscriptions, y compris dans le contexte de groupes et de réseaux apparentés.
- À la fin de cette session, tous les membres du comité directeur ont approuvé le programme de travail. Ils ont exprimé leur enthousiasme pour la mise en œuvre collective du programme de travail afin de promouvoir une coopération au développement efficace à tous les niveaux. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de travail feront l'objet d'un suivi. Les membres ont également reconnu l'importance de la mobilisation des ressources humaines, financières et techniques à tous les niveaux comme condition préalable à la mise en œuvre réussie du programme de travail.